

Cherifa Kheddar doit avoir les moyens de poursuivre son combat en Algérie

Nous apprenons que la militante laïque et féministe algérienne Cherifa Kheddar vient d'être licenciée de la préfecture de Blida, où elle travaille depuis plusieurs années. Présidente de l'association Djazairouna, association de victimes algériennes du terrorisme, elle refuse notamment l'impunité des terroristes islamistes et dénonce les conséquences de l'amnistie accordée dans le cadre de la « Charte pour la paix et la réconciliation nationales » ?

Les laïques et les féministes ont pu, entre autres, l'entendre le 10 février 2006, à Montreuil, lors des journées internationales laïques, organisées par Algérie Ensemble, présidé par Simon Blumental, et l'Union des Familles Laïques. Ils ont pu l'écouter, bouleversés, raconter, le 11 septembre 2007, à Paris, à la mairie du 3e, à l'invitation du Mouvement pour la Paix et contre le Terrorisme (MPCT), les circonstances de la mort de son frère et de sa sœur, assassinés par les islamistes en 1996. Ils ont pu entendre son indignation, devant la théorie du « qui tue qui en Algérie », relayée en France par tous ceux qui voulaient innocenter les islamistes des massacres de masse commis en Algérie par les fascistes islamistes contre le peuple, et notamment les progressistes, démocrates, laïques et féministes.

Par la transmission de ces deux liens, nous donnons les moyens à nos lecteurs de l'aider, et leur proposons de relire l'intervention de Cherifa, à Paris, le 11 septembre 2007.

Pierre Cassen

http://www.mpctasso.org/article.php?id_article=419

<http://www.ripostelaique.com/Intervention-de-Cherifa-Kheddar.html>